

L'année 1934, présentation du numéro 20 des Cahiers Léon Trotsky.

CLT, Numéro 20, décembre 1984

Plusieurs fils courent dans la chronologie de l'année 1934 dans le monde, dix-sept ans après la révolution d'Octobre, moins d'une année après l'avènement du nazisme en Espagne, mais aussi deux ans avant le début de la révolution et de la guerre civile d'Espagne et cinq ans avant celui de la deuxième guerre mondiale. Ils sont à la fois clairement distincts et profondément emmêlés et nous nous efforcerons de les faire apparaître à la fois en eux-mêmes et dans les liens entre eux. Ce sont d'abord le mouvement propre de la classe ouvrière mondiale et les leçons qu'elle tire de la crise économique et sociale, puis de la contre-révolution politique qu'elle commence à subir et dont le spectaculaire résultat est dans l'arrivée au pouvoir en Allemagne des bandes nazies. Le second est celui de tous les développements, nouveaux et, à certains égards, même inattendus, que provoque ce mouvement de la classe ouvrière et notamment de ses couches les plus jeunes dans les organisations traditionnelles et en particulier les partis social-démocrates, avec les phénomènes qu'on a baptisé «*radicalisation*» et qui correspondent à un tournant à gauche, parfois très aigu, au moins en paroles, de la part de pans entiers de l'appareil et de ses porte-parole. Les développements au sein de l'Union Soviétique et de l'Internationale communiste sont à cheval, ici, entre l'impact de la poussée sur les appareils des organisations ouvrières et les réactions des gouvernements et classes dirigeantes et quelque chose qui ressemble beaucoup à une nouvelle montée révolutionnaire, une fois de plus provoquée par un réflexe défensif. Ce n'est que peu à peu que Staline prend le tournant: concession à la poussée des masses, la politique d'«*unité ouvrière*» tend à se transformer en un «*front populaire*» en réalité bien différent, cependant que Staline prépare dans le secret le véritable coup d'Etat policier qu'il va engager contre la génération d'Octobre et les débris du parti bolchevique. Tout cela s'insère en fait dans une modification profonde des rapports de force et des perspectives. Les bourgeoisies des pays les plus riches renoncent à la «*voie brune*» qui risque d'éveiller les vieux démons révolutionnaires, mais elles se préparent en même temps à une nouvelle «*alliance russe*», à son tour génératrice de bien des alignements nouveaux.

Rien n'est réglé lorsque l'année 1934 se termine au milieu des rumeurs et tumultes provoqués par l'assassinat de Kirov.

Il semble bien qu'en 1934 au moins la classe ouvrière d'Europe «*sache*» ce qu'est le «*fascisme*», ce que représente en Allemagne la victoire des nazis, ce qu'il lui arriverait si la marée brune continuait de monter. Les témoins de l'avènement de Mussolini, les réfugiés politiques d'Allemagne, voire des pays limitrophes, les récits et dépêches des journalistes le démontrent clairement. La victoire de ce qu'on appelle maintenant du terme générique de «*fascisme*», cela signifie au premier chef la dissolution de toutes les organisations, partis et syndicats, de la classe ouvrière, donc la destruction du mouvement en ouvrier en tant que tel, de son réseau d'institutions dans la société «*démocratique*», de ses «*positions*», bref de ses conquêtes et de ses acquis. La classe ouvrière européenne sait désormais qu'elle lutte pour sa survie en tant que classe organisée, ou, si l'on veut, en tant que «*classe-pour-soi*». Elle n'a plus aucune raison de redouter qu'un combat maladroitement engagé n'ait pour elle les pires conséquences puisqu'elle a maintenant sous les yeux les conséquences catastrophiques de ce qui fut précisément une victoire sans combat. Elle pense même qu'il lui faudra savoir se battre, et ce avant qu'il ne soit trop tard. Est-il étonnant que les jeunes soient au premier rang ?

Ce procès est particulièrement clair au sein du parti qui, après la faillite de la social-démocratie allemande, demeure le phare de la social-démocratie internationale, de la IIe Internationale, le parti social-démocrate autrichien. C'est la résistance des jeunes travailleurs à un mode d'organisation qui fait d'eux des auxiliaires d'une campagne électorale permanente, des colleurs d'affiches et des collecteurs de voix qui inspire directement l'organisation rebelle des Juso qui va si profondément irriter les hommes de la vieille école. Ce sont les courants ouvriers qui ne voient plus la réalité dans les lunettes austro-

marxistes qui inspirent tout au long de l'année 1933 la véritable dissidence de nombreux districts, la réticence devant la politique de capitulation des unités armées du Schutzbund. Au fond, c'est ce mouvement profond qui s'exprime à travers le geste des Schutzbündler de Linz refusant la perquisition et l'humiliation et tirant sur l'assaillant de leurs locaux. Avec la clandestinité, c'est vers le P.C. critique « *de gauche* » de la social-démocratie que se tourne l'explosion de mécontentement militant des jeunes qu'incarne Ernst Fischer.

C'est un phénomène analogue que l'on trouve en Espagne après que les élections de 1933 qui ouvrent ce qu'on a appelé le *bienio negro* ait consacré une polarisation politique qui répond à la polarisation de la société. Face à la « *menace fasciste* » qui, pour l'instant, s'incarne dans la CEDA et ses agressives Jeunesses, les J.A.P. sous l'image du Jefe Gil Robles — plus revêtu certes des habits de Dollfuss, que de ceux de Hitler, mais la différence est minime en Espagne —, ouvriers et paysans pauvres ne sont plus près d'écouter les paroles de compromis et les promesses d'arbitrage. La preuve la plus éclatante s'en trouve sans doute dans cette grève des ouvriers agricoles voulue par les intéressés et imposée de haute lutte à des dirigeants qui n'en voulaient pas, en ont finalement utilisé la menace parce qu'ils pouvaient s'en servir pour faire peur, mais finalement, l'ont dirigée contraints et forcés.

Parlant à propos de la révolution russe du moteur de la révolution en général, Trotsky écrit: « *Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur* ». L'illustration la plus claire de cette affirmation du révolutionnaire qui a pris la plume de l'historien se trouve sans doute dans le mouvement social qui secoue alors l'Amérique en crise, les célèbres trois coups qui annoncent l'entrée en scène d'une formidable accumulation de vapeur, jusque-là inorganisée, sans cylindre, ni piston, la classe ouvrière américaine. Et surtout le fait que dans les trois cas, celui de Toledo comme celui de San Francisco et celui de Minneapolis, cette vapeur ait eu besoin pour faire avancer l'histoire, du cylindre et du piston fournis par des organisations petites, pour ne pas dire minuscules et dont le rôle s'est trouvé pendant quelques semaines hors de proportion avec leurs dimensions et leurs possibilités normales d'action.

Le rapport entre la vapeur, d'une part, le cylindre et le piston, de l'autre, est pourtant infiniment plus complexe dès qu'on se tourne vers les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, et en particulier dans le rapport entre le mouvement de masses ainsi identifié et les partis social-démocrates eux aussi concernés. Bien que les hommes de l'appareil soient sans doute par définition moins aptes à saisir les changements profonds de conjoncture et de rapports de force que les travailleurs du rang directement soumis à la crise et à l'offensive patronale, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont autant que les ouvriers ordinaires capables de saisir la signification de la victoire hitlérienne en Allemagne et par conséquent l'enjeu de la lutte dans laquelle ils sont eux-mêmes engagés: ces hommes, dont la base matérielle se trouve dans l'existence de partis ou syndicats, institutions du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, sont menacés non seulement dans leurs ressources mais dans leur existence sociale par la perspective d'une victoire de la « *marée brune* ». Et ce n'est probablement qu'au second degré qu'ils subissent l'influence et traduisent la poussée d'un mouvement de masse dont la conscience qu'ils ont qu'il menacerait éventuellement leurs privilèges — base de l'attitude conservatrice des partis social-démocrates dans le passé — s'efface évidemment devant le danger mortel qui l'a suscité, de l'autre côté de la barrière de classe.

Pour certains observateurs, intéressés ou non, la « *radicalisation* » des partis et organisations socialistes semble même avoir commencé d'une certaine façon comme une opposition entre générations. C'est vrai — et d'éclatante façon, en Autriche. Mais ça l'est également aux Etats-Unis, à propos desquels un dirigeant de la Vieille Garde le souligne fortement dans un rapport à l'Internationale. C'est vrai également pour la Belgique, la France, particulièrement l'Espagne, où les Jeunesses socialistes écartent délibérément leurs dirigeants traditionnellement réformistes lors de leur 5e congrès en avril, se prononcent pour le front unique avec le P.C. et pour la prise de pouvoir par la classe ouvrière: c'est dans

les rangs des Jeunesses socialistes que se trouvent les cadres des « *milices* » armées constituées pendant l'année 1934 et l'état-major de l'insurrection qui éclatera finalement en octobre. L'historien pourra sans doute discuter à perte de vue pour déceler dans la « *radicalisation* » des J.S. d'Espagne ce qui correspond à la « *vapeur* », l'explosion de la jeunesse qui veut vivre et par conséquent se battre avant d'être condamnée à la prison ou à la mort, et ce qui correspond au « *cylindre* » et au « *piston* », à savoir la radicalisation de l'appareil telle qu'elle s'exprime à travers celle de celui qui l'incarne si longtemps, Francisco Largo Caballero.

Car, après tout, les J.S. de Santiago Carrillo ne sont initialement que l'infanterie d'avant-garde des gros bataillons de la classe qu'organise et que galvanise le vieux leader. Les « *Discours aux Travailleurs* » récemment réédités permettent au lecteur d'aujourd'hui de mesurer le chemin parcouru dans l'escalade verbale, dans l'utilisation de la phrase révolutionnaire et de la menace, mais il faut se garder de s'en tenir à ce point pour l'analyse du phénomène « *largocaballeriste* ». Car il est indéniable que Largo Caballero va, en paroles, bien au-delà de l'extrême-gauche que ses équivalents français qui éditent, par exemple, *La Bataille socialiste*, et qui, pourtant, ont, eux, exclu de la S.F.I.O., des « *néo-socialistes* » qui se portent encore assez bien dans le P.S.O.E. L'audace de ses paroles en revanche permet de constater que c'est précisément à cause d'elle qu'il en arrive à exprimer parfaitement les aspirations des couches les plus opprimées comme ces ouvriers agricoles qui, eux, « *croient* » à ce dont le président du P.S.O.E. menace les classes dirigeantes ! Il faut ajouter pourtant qu'il serait faux de mettre en cause la sincérité de celui qu'on appela alors « *le Lénine espagnol* » et de ses compagnons : leur « *radicalisme* », leur « *révolutionnarisme verbal* », réflexe de défense d'une position de décennies d'opportunisme désormais menacé, exprime leur panique devant le danger et leur inexpérience dans des conditions qu'ils ont toujours pensé pouvoir éviter et qui, désormais, s'imposent à eux.

Ces « *paroles verbales* » très révolutionnaires proférées par des hommes que l'on sait foncièrement opportunistes, le style « *Retenez-moi ou je fais la révolution* », dans l'espoir qu'on les retiendra parce qu'on a eu peur, a-t-il abusé les classes dirigeantes espagnoles ? On peut en douter en 1934 et la fermeté du gouvernement face à la grève des ouvriers agricoles montrait sans doute une bonne information policière sur les dispositions réelles des dirigeants socialistes à la solidarité avec les grévistes. Les classes dirigeantes ont néanmoins peur des phrases révolutionnaires lorsque celles-ci peuvent être liées aux actions révolutionnaires, et cette peur-là, en Espagne ne va commencer qu'après l'octobre 1934 quand le mot d'ordre de l'insurrection asturienne, « *union des frères prolétaires* », U.H.P., aura montré tout son impact à longue portée. En France, où l'on est allé plus loin, dans la S.F.I.O., sur le plan de l'épuration des rangs, on demeure plus prudent dans les perspectives et tout de même moins révolutionnaire en paroles. Aux Etats-Unis, une « *déclaration de principes* », osée mais pas subversive, va paniquer la Vieille Garde au point de la chasser.

Est-ce pour cela qu'en France, la dynamique « *de gauche* » et « *unitaire* » exprimée par *La Bataille socialiste* en 1934 et dont l'appareil se pare, assez vite, de moins en moins, est utilisée surtout pour une politique qui satisfait la revendication des masses de l'unité d'action — sans laquelle les deux partis rivaux auraient probablement tous deux explosé ? Le P.S. O.E. peut se permettre de laisser vivre les « *alliances ouvrières* » comme des organismes de front unique à sa botte, qui ne le concurrencent pas, et bénéficie ainsi doublement de la politique de division furieuse du P.C.E. jusqu'en septembre. Aux Etats-Unis, le parti socialiste s'ouvre tout grand à toutes les tendances « *communistes* » et « *révolutionnaires* » sans refuser le front unique. En France, la S.F.I.O. va, très tôt et contre ses serments antérieurs, à la négociation au sommet et à l'unité d'action avec le P.C. Mais, dans tous ces cas, l'élément moteur n'est évidemment ni le piston, ni le cylindre, mais la vapeur. L'examen de la politique de l'I. C. va nous permettre de mesurer les limites dans lesquelles son rôle est déterminant.

Nous connaissons mal cette période de l'histoire de l'I.C. Dimitrov arrive en février et, l'année suivante, il émerge comme le second après Staline, le grand patron de l'I. C. en tout cas. Il semble bien qu'il y ait eu une certaine résistance à l'adoption d'une nouvelle ligne, marquée par la défaite politique des gens qui s'étaient identifiés à la ligne de la « *troisième période* », comme Knorine et Béla Kun. Mais il apparaît

surtout que 1934 est l'année où la ligne « *nouvelle* » ne se dégage en fait que très lentement de l'ancienne, émergeant en France alors qu'elle est encore enfouie en Espagne et jamais nettement exprimée à un niveau international.

On peut multiplier les exemples de la permanence de la ligne de dénonciation du « *social-fascisme* » en France, non seulement entre le 9 et le 12, mais après le 12 février, où c'est vraiment la pression des militants dans la rue qui a imposé l'attitude unitaire et la jonction des deux cortèges. Peut-on souligner à ce propos que le P.C. avait déjà, depuis le 6, été, à plusieurs reprises, « *débordé* » en province par les aspirations unitaires des travailleurs ? On n'a pas encore étudié de façon satisfaisante —faute, entre autres, des documents essentiels— la question de Doriot et de l'opposition du rayon de Saint-Denis, dont tout le monde est d'accord pour estimer que c'est la politique qui va l'emporter mais que l'I. C. l'a fait appliquer par celui qui l'a jusque-là combattue, Maurice Thorez. Relevons qu'un texte de Trotsky découvert à Stanford explique le tournant du P.C. vers l'unité d'action et le « *pacte* » en juillet par la crainte de la jonction entre la Ligue communiste et Saint-Denis, interprétation qui confère à « *l'orientation française* » un caractère initial plutôt conjoncturel et en tout cas défensif.

En fait —et l'on commence seulement à s'en apercevoir— cette période est marquée en U.R.S.S. par des traits éminemment contradictoires. Contrairement à sa légende, le XVII^e congrès du P. C. U.S. n'a pas été « *le congrès des vainqueurs* » —Staline et ses hommes— mais celui où s'est affirmée dans l'appareil qui avait jusque-là suivi Staline sans trop de réticence, une volonté bien déterminée d'aller vers un apaisement, politique pour laquelle Kirov est le candidat des opposants. On peut d'ailleurs légitimement se demander si, lorsqu'il demande sa « *réintégration* » dans le parti avec dignité, Khristian Rakovsky, loin de « *capituler* », et de sceller la disparition de l'Opposition de gauche, n'esquisse pas une manœuvre pour se réintégrer dans un jeu politique rénové où les observateurs s'accordent à lui prévoir un rôle ? En même temps, et précisément parce que son pouvoir tremble sur ses bases, Staline affûte son grand couteau et se prépare à débrider l'abcès en faisant d'une pierre deux coups, assassinant Kirov et liquidant par dizaines et centaines de mille ses prétendus « *assassins* ».

Les historiens de manuels ont généralement mieux vu s'esquisser pendant l'année 1934 le renversement de la politique extérieure de l'U.R.S.S., quittant le camp « *révisionniste* » pour rejoindre les partisans du statu quo. C'est bien entendu l'attitude de Hitler qui dicte à Staline ce tournant : contrairement aux espérances de ce dernier, il ne s'est pas le moins du monde —bien au contraire— montré partisan de poursuivre la politique de Rapallo. C'est pour faire face à la menace hitlérienne que l'Union Soviétique est amenée ainsi à chercher un rapprochement avec cette France qui était jusqu'alors son ennemie jurée en Europe. Les relations s'améliorent tout au long de l'année, sous l'impulsion de la politique étrangère de Louis Barthou, de mieux en mieux accueillie par un gouvernement qui continue de craindre avant tout encercllement et isolement.

Il y a évidemment un lien entre ce tournant de la politique extérieure et le virage pris en France par le parti communiste, isolé jusqu'à ce moment dans un gauchisme verbal en définitive inoffensif, et qui n'en sort que pour sauter par-dessus les socialistes et préconiser, avec la politique de Front populaire, une pure et simple reprise de la politique de « *Cartel des gauches* » avec laquelle les gens de la S.F.I.O. croyaient précisément avoir rompu définitivement en se rapprochant du P.C. et en réalisant l'unité des organisations ouvrières et elles seules. En tendant la main au parti radical —qui est, comme le souligne Trotsky, moins le parti des classes moyennes que celui des couches décisives de l'impérialisme français et en tout cas le pivot de tous ses gouvernements depuis des décennies—, le parti communiste, alors que le tonnerre des *dinamiteros* asturiens retentit encore dans le lointain, montre de façon spectaculaire que les communistes peuvent être des garants de l'ordre et des interlocuteurs respectables. Désormais, après cette démonstration, la réalisation en cas de guerre de l'union sacrée, baptisée en la circonstance « *coalition antifasciste* » contre l'Allemagne nazie, devient une perspective concrète et pas du tout négligeable dans l'alternative qui s'offre aux dirigeants français.

Le tournant va être tout bénéfique pour le parti communiste. D'abord parce que sa politique de « *Front populaire* » semble être la politique d'unité ouvrière qui est l'aspiration des masses les plus larges et que c'est son initiative qui en ouvre la possibilité. Ensuite parce qu'en même temps, du fait de la publicité qu'il se fait dans sa presse mondiale et à laquelle les dénonciations de la grande presse sur « *la main de Moscou* » donnent vraisemblance et confirmation, il bénéficie du prestige des luttes engagées en partie contre lui et au moins sans lui, apparaissant aux yeux de millions de travailleurs comme le dirigeant de la grève de San Francisco ou de la Commune des Asturies. En ce sens, 1934 constitue une date capitale puisque les P.C., réduits à leur expression de secte la plus simple par la politique de la « *troisième période* », commencent à devenir des partis de masse et prennent, dans bien des pays, l'élan qui leur permettra de dépasser les partis socialistes.

Le fait que les jeux sont loin d'être faits pour la guerre, pourtant bien menaçante, apparaît dans le fait que 1934 marque un sérieux coup d'arrêt dans la progression jusque-là apparemment irrésistible de la « marée brune » et des régimes hitlérien ou catholico-fascistes.

Quand l'année 1934 avait commencé en effet, c'étaient les formations de droite qui étaient à l'offensive, en Autriche, en France, en Espagne. Le premier signal d'un tournant apparaît dans la situation française quand il est évident que l'émeute du 6 février a eu comme principal résultat de réveiller le vieux démon de l'unité ouvrière et qu'elle a en quelques jours mis ou remis en mouvement des foules ouvrières qui retrouvent au coude à coude leur propre force et le visage de leur ennemi de classe. Toutes les réserves nécessaires une fois faites, il reste que le 12 février annonce le début d'une période nouvelle, pour le moment, tout simplement —mais c'est énorme—, la fin de cette division ouvrière qui a été la base de la victoire de la réaction et du fascisme et de ses progrès apparemment irrésistibles jusqu'alors.

Le chancelier Dollfuss vient certes à bout des milices ouvrières, engagées trop tardivement au combat auquel elles ont été acculées au moment choisi par l'adversaire. Mais elles se battent bien et courageusement, tenant tête presque une semaine et donnant un exemple qui n'est pas perdu: que se serait-il passé en Allemagne, si des milices ouvrières avaient adopté la même attitude et combattu Hitler les armes à la main? La face du monde n'aurait-elle pu en être changée? Indépendamment de la réponse donnée par chacun, la question se pose et elle est fréquemment posée dans le mouvement ouvrier européen.

Elle est en particulier posée en Espagne par ceux qui se sont décidés à appeler éventuellement à l'insurrection et à préparer donc une insurrection éventuelle ou « *conditionnelle* » et le problème, du coup, n'est plus exactement le même pour les classes dirigeantes espagnoles pour qui la restauration de « *hispanidad* » passe par la destruction du mouvement ouvrier organisé: dès février, mais évidemment plus encore après octobre, les classes dirigeantes espagnoles commencent à comprendre que cette tâche exigera d'elles un effort qu'elles ne pourront fournir sans une aide financière et matérielle étrangère importante. Gil Robles va poursuivre avec plus de prudence sur la « *voie légale* » et ce sont les généraux qui emprunteront la voie qui ouvre la guerre civile. En attendant, une fraction, celle de la bourgeoisie républicaine, revient en arrière, comme une sorte de contre-courant, et, à travers la dénonciation de la répression et la lutte pour les droits démocratiques, tente de remettre sur pied l'alliance avec les formations ouvrières mise à mal par les années de gouvernement des républicains et socialistes jusqu'en 1933.

L'avertissement est mieux entendu en France et le gouvernement Doumergue-Tardieu-Herriot-Pétain — une concentration d'autant plus symbolique qu'elle va s'avérer impuissante— « *autorise* » la grève du 12 février, comme on jette du lest, mais, abandonné par les radicaux en novembre, rend son tablier et la Constitution qu'il devait réviser, sans l'avoir touchée. Ne dit-on pas que dès cette époque, les bailleurs de fonds —on cite souvent Ernest Mercier, de l'électricité— se sont détournés des Ligues, tout juste bonnes à jouer les apprentis sorciers et éveiller le géant endormi, pour financer les radicaux qui peuvent

conduire le Front populaire dans la voie parlementaire des compétitions électorales pacifiques et désamorcer la bombe allumée en février 34 ?

La perspective la plus probable en fonction de laquelle commencent à se dessiner les nouveaux alignements est en effet une guerre qui opposerait l'Allemagne à la France alliée à l'Union Soviétique, un rapprochement sous-jacent à toute la période et pour lequel un Front populaire, c'est-à-dire une unité « sage » des organisations ouvrières serait la meilleure couverture intérieure possible en même temps que l'habillage « antifasciste » du conflit. Le réalignement est incontestablement retardé par l'attentat de Marseille et la mort de Louis Barthou, mais il est en marche.

On trouve ainsi, dans le dernier mois de 1934, les principaux éléments qui marqueront les deux années suivantes: la politique de Front populaire et les interventions contre-révolutionnaires des militaires, du côté soviétique, ce mélange qui caractérisera 1936, une alliance « républicaine », la main tendue à tous les vieux adversaires pendant qu'on déshonore les compagnons de Lénine et qu'on les abat dans les caves de la Loubianka. Mais ce n'est pas encore visible à l'époque et ce n'est que parce que nous connaissons la suite que nous pouvons relever à cette date les éléments qui annoncent l'année 1936. En 1934, les jeux ne sont pas faits, ce qui n'empêche pas que rien ne va plus. Tout est encore possible et à l'affrontement de plus en plus périlleux pour elle que prépare la contre-révolution peut répondre demain une explosion des masses —la vapeur— cherchant à prendre entre leurs mains les décisions qui concernent leur propre destin, ce qu'il est convenu d'appeler une révolution. Celle de 1934 qui éclate et qui est vaincue, dans les Asturies, donne une telle impression que tout est possible si les travailleurs veulent et peuvent s'unir et se battre que le mot d'ordre du front unique des travailleurs (U.H.P.) devient celui même de la classe —avec le contenu révolutionnaire que l'on sait.

Reste le problème du cylindre, c'est-à-dire de la possibilité de trouver une organisation politique qui soit capable de jouer le rôle de direction de ce mouvement qui est disposé, coûte que coûte, à barrer la voie aux fascistes mais ne dispose ni de logistique, ni d'état-major. Le mois d'octobre dans la plus grande partie de l'Espagne confirme qu'il ne faut pas s'attendre à ce que ce rôle soit joué par les partis socialistes, même en partie aux mains des bolchevisateurs. Mais les affaires des camarades de Trotsky qui se sont fixés pour tâche la construction de « nouveaux partis » ne sont guère brillantes et, en proposant l'« entrisme », ce dernier a cherché le raccourci qui conduirait aux masses radicalisées et permettrait à ses disciples de quitter le domaine de la propagande pour entrer dans celui de l'action.

Et ce sont sans doute ces facteurs-là, les facteurs « subjectifs », comme on dit, qui expliquent qu'en définitive ce sommet de combativité ouvrière que fut 1934 n'ait pas eu de lendemain à un niveau supérieur, mais des lendemains, en 1936, au niveau inférieur, avec déjà une reprise en mains par les partis et appareils traditionnels.

Mais cela ne nous semble pas une raison suffisante pour réduire 1934 à une sorte de répétition générale de 1936, alors qu'à bien des égards, 1936 tourne plutôt le dos à 1934. C'est finalement ce que nous avons voulu suggérer.

C'est délibérément que nous avons laissé de côté les événements de février en France et l'insurrection d'octobre en Espagne, de même que les combats de Vienne. Tout cela a fait l'objet d'études sérieuses et de publications. Nous avons choisi de nous placer dans les intervalles et, dans une certaine mesure au moins sur certaines marges. Stephen Schwartz nous a donné une partie de son étude sur la grève de San Francisco. J'ai moi-même repris sous l'angle des rapports entre parti et masse la question du P.S.O.E. et de ses « léninistes ». Gilles Vergnon a essayé de traduire la radicalisation des socialistes de gauche. Avec l'histoire de l'affaire Kirov, Jean-Paul Joubert a fait le point sur une affaire qui n'est pas terminée. Les documents à la suite ont été choisis de façon à illustrer ou compléter nos études.